



## Hausse des carburants :

**pour ne pas laisser instrumentaliser notre légitime colère, agissons ensemble pour gagner une fiscalité plus juste, des salaires, pensions et minima sociaux permettant de vivre ensemble, vivre dignement !**

Depuis quelques jours, les réseaux sociaux comme les grands médias se font l'écho d'un appel à « bloquer » le pays le 17 novembre pour condamner la hausse du prix des carburants.

**Si la colère peut s'entendre car le prix des produits pétroliers devient exorbitant et intenable, il est nécessaire de regarder de près les contours de cette initiative. Il faut examiner, aussi, avec attention les enjeux réels liés au pouvoir d'achat des Français, en lien avec les dispositifs et autres prélèvements assurant notre modèle social et la solidarité nationale.**

L'appel lancé un samedi, sans réelle ambition de bloquer l'économie, s'appuie sur une colère légitime mais dont les ressorts sont obscurs et les solutions préconisées pour sortir de cet engrenage sur le long terme demeurent floues, voire dangereuses pour le monde du travail et le vivre ensemble.

Plusieurs partis d'extrême droite semblent être à la manœuvre. Ils se font le relais d'une action qui, au final, encouragera à mettre taxes, impôts et cotisations sociales dans une même logique, alors que chaque dispositif joue un rôle différent et déterminant dans le cadre de notre modèle social et républicain.

**Nous sommes clairement dans une instrumentalisation de l'exaspération que tente de récupérer l'extrême droite en vue des élections européennes !**

### **PRIX DES CARBURANTS, DE QUOI PARLE-T-ON ?**

*Le prix des carburants est une source majeure de tensions pour les salariés français. Sous le double choc de la hausse du baril de pétrole sur les marchés mondiaux et de l'alourdissement de la fiscalité écologique, le gazole a bondi de 23 % sur un an et l'essence de 15 %, tandis que le pouvoir d'achat a baissé en moyenne de 0,6 % sur le premier semestre 2018 (source Insee).*

#### **Comment se décompose ce prix ?**

*Sur un plein à la pompe (essence ou gazole) de 50 euros, chaque automobiliste acquitte 30 euros à l'État et 20 euros au pompiste. Sur ces 20 euros, environ 15 euros alimentent la spéculation sur le prix du pétrole et se retrouvent finalement dans la poche des actionnaires. Le reste – soit environ 5 euros seulement – va véritablement à l'industrie du raffinage et à la distribution (pipelines, camions-citernes, dépôts et stations-service).*

Le patronat des sociétés de transport, pourtant exonéré de certaines taxes, joue un rôle sournois, espérant à terme de nouvelles concessions profitant aux lobbies routiers. Les gros pollueurs sont toujours épargnés !

Les millions de travailleurs, les citoyens les plus modestes, qui ont besoin de leur voiture pour aller au travail, se déplacer, sont eux particulièrement taxés. Taxes qui, à l'image de la TVA, sont les impôts les plus injustes. Les plus pauvres se trouvent ainsi les plus taxés.

Ce gouvernement de droite met en difficulté des millions de Français qui, pendant des années, ont été encouragés à investir dans des véhicules diesel. Il semble

plus guidé par la volonté de ponctionner que de préparer la transition écologique.

Il va empêcher d'ailleurs plus de 23 milliards d'euros de taxes sur les énergies fossiles, alors qu'il va consacrer seulement 3 milliards d'investissements aux énergies renouvelables.

**LES MAJORS DU PÉTROLE ONT RÉALISÉ DES BÉNÉFICES COLOSSAUX**

*Si les taxes représentent 57 % du prix du Gazole, il ne faut pas perdre de vue que la marge brute de distribution et le prix du pétrole lié à la spéculation boursière pèsent pour 43 % dans ce total.*

*De 2014 à 2017, malgré des cours du pétrole bas, les majors du pétrole ont réalisé des bénéfices colossaux (source Boursorama) :*

*Total : 20 milliards d'euros ;*

*Exxon Mobil : 65,4 milliards d'euros ;*

*Chevron : 27,3 milliards d'euros ;*

*Royal Dutch Shell : 29,3 milliards d'euros.*

Pour ce gouvernement, qui préfère mettre des bus sur les routes et casser le service public de transport public collectif dont la réforme de la SNCF fait partie, supprimer des services publics de proximité obligeant les usagers à faire de plus en plus de kilomètres en voiture, laisser les grands groupes industriels délocaliser les productions qui ensuite sont réacheminées par les transports les plus polluants dont le transport routier... **les considérations écologiques sont un prétexte pour récupérer par les taxes 37,7 milliards des poches des travailleurs pour alimenter le budget de l'Etat**, cela après plusieurs mois de cadeaux fiscaux aux plus fortunés, faisant suite à de nombreux allègements et autres aides au patronat qui

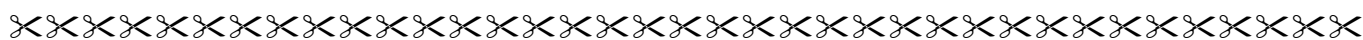
ne donnent, par ailleurs, aucun résultat économique positif mais permet aux actionnaires et milliardaires d'être encore plus riches. Le gouvernement cherche donc plus à boucler son budget qu'à répondre à l'urgence de transition énergétique face aux enjeux environnementaux.

**DES SOLUTIONS EXISTENT !**

*Nous le savons, les salariés, les retraités, les privés d'emploi aux revenus les plus faibles sont les premières victimes aujourd'hui des stratégies géopolitiques des pays riches, des spéculations sur les produits pétroliers. Et, il nous faut apporter des réponses précises – avec des financements adéquats – aux questions énergétiques et de transport mettant à contribution les entreprises, en créant un pôle public de l'énergie, notamment pour piloter les ressources et les matières premières en vue de répondre aux besoins humains et au respect de l'environnement.*

*Dans le même temps, il faut impérativement agir massivement :*

- *dans chaque entreprise, service, fonction publique pour obtenir l'ouverture partout, des négociations salariales et gagner une augmentation des salaires, l'égalité femmes/hommes,*
- *gagner l'augmentation des pensions, des minimas sociaux, le SMIC à 1800 euros,*
- *obtenir une réforme de la fiscalité plus juste, soucieuse des ménages et taxant le capital.*



**Je rejoins la CGT**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Entreprise : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_ Mail : \_\_\_\_\_

**Bulletin à remettre à :**

**UD CGT2 Boulevard Pierre de Coubertin BP 726 58007 NEVERS CEDEX**

**Tél : 03.86.71.90.90 Email : [udcgtnievre@orange.fr](mailto:udcgtnievre@orange.fr)**